



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

FAAE • NUMÉRO 060 • 2^e SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 12 mai 2015

Président

M. Dean Allison

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 12 mai 2015

•(1105)

[Traduction]

Le président (M. Dean Allison (Niagara-Ouest—Glanbrook, PCC)): Bonjour à tous.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, nous reprenons notre étude sur la protection des enfants et des jeunes dans les pays en développement.

Je remercie tous nos témoins d'être revenus. Votre nouvelle comparution doit avoir pour vous un air de déjà-vu. En fait, cette fois-ci, nous allons vous laisser témoigner. Qu'en pensez-vous? Je vais commencer par vous présenter.

Nous avons le plaisir d'accueillir Bryn Styles, qui est administrateur à la Fondation Rotary. Bienvenue. Nous accueillons aussi Robert Scott, président émérite, International PolioPlus Committee. Bienvenue, monsieur. Nous sommes heureux de vous avoir parmi nous. Il y a aussi Wilfrid Wilkinson, ancien président international de Rotary International. C'est un grand plaisir également de vous recevoir ici. John Button est le président de Kiwanis International. Merci d'être revenu aujourd'hui. Debra Kerby est la présidente et chef de la direction de Canadian Feed The Children et enfin, Soheli Khan est conseiller principal en matière de programmes, Sécurité alimentaire et durabilité de l'environnement, à Canadian Feed The Children.

Nous allons commencer par les déclarations préliminaires. Les partis auront la parole à tour de rôle pour poser des questions au cours de la prochaine heure et demie.

Nous allons commencer par John Button, de Kiwanis International. Monsieur, la parole est à vous pour sept minutes. Allez-y.

Dr John Button (président, Kiwanis International): Merci, monsieur le président.

Bonjour. Je m'appelle John Button. Médecin de famille à la retraite du Sud-Ouest de l'Ontario, je suis actuellement le président de Kiwanis International, organisation internationale qui compte plus de 640 000 membres dans plus de 16 000 clubs situés dans 80 pays.

Nous participons aux côtés de notre partenaire, l'UNICEF, à une campagne pour recueillir 110 millions de dollars afin d'éliminer le tétanos maternel et néonatal qui tue, tragiquement et cruellement, un nouveau-né toutes les 11 minutes et une nouvelle mère toutes les 25 minutes dans le monde en voie de développement. Nous sommes profondément reconnaissants au gouvernement du Canada d'avoir généreusement versé une contribution de 2,5 millions de dollars à un fonds de contrepartie, ce qui le place en tête des donateurs gouvernementaux de notre campagne.

Depuis les débuts de notre partenariat avec l'UNICEF, il y a quatre ans, nous avons contribué à faire disparaître le tétanos dans 16 pays. Il reste cependant présent dans 23 autres. Nous sommes en train de remporter la victoire. Des résultats aussi inattendus que positifs se font maintenant jour, au-delà de l'élimination du tétanos

maternel et néonatal. En effet, des collectivités entières acceptent de nouvelles manières d'assurer les soins de santé parce qu'elles constatent que, grâce aux trois injections de vaccin que leurs bébés reçoivent, aux connaissances en matière d'accouchement sans risques des professionnels de la santé, et à la volonté des femmes de faire valoir leurs droits aux soins de santé, leurs bébés ne meurent plus à la naissance.

Des programmes intégrés de vaccination contre la rougeole, les oreillons, la rubéole, l'hépatite B, la diarrhée infantile et la pneumonie — deux principales causes de mortalité — ainsi que le cancer cervical sont mis en place et accueillis avec enthousiasme. De plus, des programmes éducatif sur le travail de la sage-femme, l'hygiène, les installations sanitaires et les soins à donner aux enfants, pour n'en nommer que quelques-uns, sont mis en oeuvre et prennent de l'expansion. Nous commençons aussi à percevoir dans l'air un changement beaucoup plus subtil, mais plus profond, je crois.

Les 28 jours suivant la naissance d'un enfant s'appellent la période néonatale. Tous les jours, 70 nouvelles mères meurent pendant ce laps de temps dans les pays en développement. Dans ces pays, 89 % des enfants dont la mère survit à la période néonatale atteignent l'âge de 10 ans, contre 24 % seulement si la mère meurt pendant cette période critique. La présence ou l'absence du père ne fait aucune différence.

Le décès de la mère a toujours un effet dévastateur sur la famille, en particulier dans le monde en développement, et spécialement sur les fillettes. Bien souvent, la mère, déjà chargée de toutes les tâches sous le toit familial, est le soutien de famille. Son décès prive la famille de ses revenus, en tout ou en partie. Il n'y a plus d'argent pour aller à l'école et les perspectives d'éducation s'envolent. Les enfants quittent le système éducatif en très grand nombre.

Bien trop souvent, les fillettes sont contraintes, par nécessité, à un mariage précoce. Tous les jours, quelque 39 000 filles sont victimes de mariages précoces, donc plus de 4 millions tous les ans. Dans le monde, il y a actuellement 700 millions de femmes dans cette situation. Dans un tiers des cas, elles ont été mariées avant même d'avoir 15 ans. Au Tchad, 7 filles sur 10 sont mariées avant leur quinzième année, et une fille est beaucoup plus susceptible de mourir en couches que d'aller à l'école secondaire. Le Tchad est l'un des pays qui profiteront de la contribution canadienne. Rappelons que le mariage des enfants constitue une violation des droits de la personne.

Les études montrent que la vaccination contribue à l'amélioration des résultats scolaires. Nous ne savons pas pourquoi. Ce que nous savons, par contre, c'est que les garçons et les filles qui ont de bons résultats scolaires ont plus de chance que les autres de briser le cycle de la pauvreté, de la malnutrition, de la dépendance et des mariages précoces. Fait intéressant, on observe qu'une bonne éducation s'accompagne d'une baisse du taux de fécondité, ce qui n'est pas une mauvaise chose dans des pays en développement qui peinent à réguler les naissances.

Les filles scolarisées ont confiance en elles-même et, de ce fait, se donnent le pouvoir de dire non et elles le disent. J'ai lu récemment dans une revue de l'UNICEF l'histoire d'une jeune fille de 15 ans vivant en Afrique subsaharienne promise en mariage par sa famille à un homme de 75 ans. Elle allait à l'école et était éduquée. Elle a dit non. Elle a rallié ses camarades d'école à sa cause et elles ont dit non. Ensemble, elles se sont rendues à la hutte des anciens du village et elles ont dit non. Et elles ont gagné; le mariage n'a pas eu lieu. Cela s'appelle de l'autonomisation. Cette jeune fille de 15 ans a pu prendre son destin en main parce qu'elle allait à l'école et elle allait à l'école parce qu'elle avait survécu assez longtemps et parce que sa mère avait les moyens de l'y envoyer. Sa mère était là et avait de l'argent parce qu'elle n'était pas morte en couche, et ce, parce qu'elle avait été vaccinée et avait pu profiter de soins obstétricaux dans un environnement salubre.

C'est ainsi que la démarche que nous, à Kiwanis, avons entreprise avec l'UNICEF, il y a 4 ans, a pris un tout nouveau sens en ce qui concerne les enfants, leur famille et leur communauté. L'élimination du tétanos maternel néonatal s'avérera notre plus belle réussite, certes, mais nous aurons accompli bien plus. Dans le monde en développement, de nouvelles communautés tout entières adoptent des programmes en matière de soins et d'éducation en santé qui contribueront à améliorer la vie des enfants pendant des générations.

Élevés au sein de communautés prospères et bienfaitantes, ces enfants auront la possibilité de se développer, d'aller à l'école, de rêver et d'avoir du succès. Ils grandiront dans des communautés où les jeunes filles pourront prendre en main leur destin et apprendre, envisager un avenir souriant et dire non au mariage précocement forcé et aux horreurs qui y sont liées.

Nous faisons avancer la cause de l'archevêque Tutu, « Filles, pas épouses ». Les filles trouvent la force d'exiger l'accès à des soins de santé sécuritaires et d'affirmer leurs droits sur leur corps. Nous contribuons à l'évolution de la société.

Nous, à Kiwanis, en choisissant d'aider les plus pauvres d'entre les pauvres, nous envoyons un message fort, à savoir que ces enfants et ces femmes sont importants. Ils ont le droit d'avoir accès aux soins de santé dans un environnement salubre et de profiter des avantages qui en découlent. Les femmes ont le droit de donner naissance à des bébés en santé, sans en mourir. Leurs bébés ne devraient pas mourir alors qu'ils ont survécu à la naissance et ils ont le droit de vivre une vie pleine et productive. Le hasard de la géographie ne devrait pas décider du destin d'un enfant.

Kiwanis et l'UNICEF unissent leurs efforts pour faire disparaître le tétanos maternel néonatal de la surface de la planète. Voilà qui constituera un jalon historique. Mais nous contribuerons aussi à faire changer les choses de manière plus subtile et probablement beaucoup plus en profondeur. Nous susciterons l'espoir. Les enfants vivront assez longtemps pour pouvoir recevoir une éducation. Les filles auront la force de revendiquer leur juste place. Nous contribuerons à changer la manière dont certaines sociétés

fonctionnent non seulement maintenant, mais aussi dans les générations à venir.

Nous y parviendrons et je suis très heureux de participer à ce grand élan en avant. Et je suis très fier que mon gouvernement et mon pays y jouent un rôle prépondérant.

Je vous remercie.

• (1110)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Button.

Nous allons maintenant donner la parole à M. Wilkinson, qui disposera de sept minutes.

M. Wilfrid Wilkinson (ancien président international, Rotary International): Merci, monsieur le président Allison.

Membres du comité, le Rotary International est heureux d'avoir la possibilité de fournir de l'information sur le travail que le Rotary International et les clubs Rotary accomplissent au Canada. Nous espérons ainsi contribuer à votre étude sur la situation des enfants et des jeunes dans le monde en développement, et au rôle que le Canada continue de jouer dans le domaine de la protection des enfants et des jeunes.

Le Rotary est un réseau mondial de leaders qui s'impliquent dans leurs communautés et prennent des mesures pour résoudre des problèmes urgents. Depuis 37 ans, les clubs Rotary canadiens et le gouvernement du Canada collaborent efficacement pour augmenter l'impact des projets Rotary dans le monde en développement, sous les auspices de la Canadian Rotary Collaboration for International Development, connue sous le nom de CRCID.

La CRCID a été constituée en 1986 en tant qu'ONG de coordination du Rotary canadien. Elle aide le gouvernement du Canada à mettre en oeuvre ses priorités en matière de développement international. La valeur des projets appuyés grâce à cette collaboration est évaluée à plus de 30 millions de dollars, dont plus de 15 millions de dollars ont été fournis par les efforts de financement communautaires du Rotary et la Fondation Rotary, et le reste, par le gouvernement canadien.

Une proposition de partenariat continue entre le Rotary et le gouvernement du Canada est actuellement à l'étude. Le Rotary est heureux d'avoir la possibilité de poursuivre une collaboration dont les objectifs de développement sont les mêmes, particulièrement ceux qui touchent les personnes les plus vulnérables et à risque.

La construction d'une école à Nasrat, en Afghanistan, est un projet de premier plan mené dans le cadre de cette collaboration. Une école à deux étages a été construite avec la participation de Rotariens du Canada, des États-Unis et de l'Afghanistan et du gouvernement du Canada. L'école, construite en 2010, accueille maintenant 3 615 filles et garçons. Un nombre égal d'enseignantes et d'enseignants ont été embauchés et formés dans le cadre du projet.

Le Rotary comprend aussi des amicales d'action composées de Rotariens qui utilisent leur expertise d'un domaine précis pour appuyer les projets des clubs ou des districts. L'Amicale d'action contre l'esclavage des enfants est implantée dans 65 pays. Elle sensibilise les Rotariens et le grand public aux millions d'enfants qui sont gardés en captivité à des fins commerciales et aide les Rotariens à prendre des mesures pour protéger les enfants au moyen de programmes, de campagnes et de projets. Ce groupe a participé à une conférence sur l'esclavage moderne organisée par le Home Office de la Grande-Bretagne en janvier de cette année, et participera également à un sommet au Carter Center, à Atlanta, en Géorgie, avec l'ancien président américain Jimmy Carter.

L'Amicale d'action contre l'esclavage des enfants a appuyé plusieurs projets de logements et de réhabilitation dans des pays comme l'Inde, la Thaïlande et le Ghana. Grâce à ces projets, les enfants sauvés peuvent vivre en sécurité et suivre une formation en vue d'acquérir des compétences professionnelles qui leur permettront d'être indépendants financièrement.

Le Rotary est aussi doté d'un réseau impressionnant d'anciens participants de notre programme des Centres du Rotary pour la paix. Ce programme représente les professionnels les plus dévoués et les plus brillants au monde. Par exemple, un ancien participant est maintenant directeur des politiques de l'Amérique latine et des Caraïbes au Centre international pour les enfants disparus et exploités, à Brasilia, au Brésil. Un autre a fondé sa propre ONG, Children United. Cette ONG s'associe à des organisations communautaires pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants. Un autre agit également comme expert pour l'Unité des violences sexistes et des violences contre les enfants au Bureau du procureur de la Cour pénale internationale. Il est aussi expert de la lutte contre la violence sexuelle et sexiste auprès de l'équipe d'intervention rapide pour la justice d'ONU Femmes. Un autre de nos anciens participants est conseiller principal spécialisé dans la gouvernance des droits de l'enfant pour Aide à l'enfance, à Colombo, au Sri Lanka.

Ce ne sont là que quelques exemples des résultats de notre investissement dans nos jeunes les plus talentueux, jeunes qui occupent maintenant des postes de leader et consacrent leur vie au service des autres.

La priorité absolue du Rotary, l'éradication mondiale de la polio, constitue le meilleur exemple de notre travail collectif pour le bien de tous les enfants. Nous sommes fiers de notre collaboration de longue date avec le gouvernement canadien à cet égard. Ce projet mondial a prouvé ce que nous pouvons accomplir en unissant nos forces, et tant la durabilité que l'impact de nos efforts sont renforcés par la coopération.

• (1115)

Notre partenariat avec des organismes de l'ONU, des gouvernements de partout dans le monde, des leaders du secteur privé comme la Fondation Bill et Melinda Gates ainsi qu'un large éventail d'autres organismes de la société civile a mené à d'autres collaborations dans des domaines de préoccupation commune, comme ceux que nous abordons ici aujourd'hui.

En plus d'apporter un financement de plus de 1,3 milliard de dollars, les Rotariens ont réussi à améliorer l'accès médical aux enfants dans des pays comme le Sri Lanka, l'Angola et la Côte d'Ivoire. Nous avons réussi à négocier cet accès parce que nous faisons partie des collectivités locales. Nous sommes neutres, non partisans et non confessionnels.

À l'aide de pratiques exemplaires élaborées en Inde, les Rotariens du Pakistan ont fondé des camps de santé qui proposent d'autres interventions médicales que le vaccin antipolio. Ces camps sont financés par les clubs Rotary du Pakistan et sont essentiels pour assurer la demande continue du vaccin dans les communautés à risque. Des camps de santé semblables ont aussi été mis sur pied par les Rotariens au Nigeria.

En 2014, le Pakistan a été le théâtre du déplacement interne de plus d'un million de personnes. Le Rotary a financé de nombreux points de transit permanents et cliniques de santé mobiles ayant pour but d'immuniser les populations mobiles, y compris déplacées et migrantes, afin d'empêcher la propagation de la maladie au Pakistan et à l'extérieur des frontières. Ces cliniques, supervisées par

l'Organisation mondiale de la santé, sont ouvertes 24 heures sur 24 et soignent des centaines d'enfants tous les jours.

On dit du Rotary qu'il est la conscience de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la polio. C'est que nous nous efforçons de responsabiliser les gouvernements. Avec mes collègues rotariens Bob Scott et Bryn Styles qui sont avec moi aujourd'hui, je me suis rendu en Afghanistan, au Pakistan, en Inde, au Tchad, au Nigeria et dans d'autres pays donateurs pour rencontrer les chefs d'État et les dirigeants provinciaux. Nous les avons exhortés à accorder la plus grande attention aux activités d'éradication de la polio, afin que chaque enfant soit soigné et protégé.

Cela devrait intéresser le comité, car si nous pouvons parvenir à d'aussi bons résultats pour la polio, nous pouvons en faire autant pour une gamme d'autres efforts profitables à ceux qui ont le plus besoin de notre aide.

Une fois de plus, nous remercions le comité de nous avoir offert cette possibilité et nous invitons les dirigeants du gouvernement du Canada à continuer à protéger les plus vulnérables parmi nous. Soyez assurés que le Rotary est prêt à vous aider dans toute la mesure du possible.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Wilkinson.

Nous passons maintenant à Mme Kerby.

Mme Debra Kerby (présidente et chef de la direction, Canadian Feed The Children): Merci beaucoup.

C'est un plaisir d'être de retour ici. Je vous remercie, encore une fois de l'invitation à venir témoigner devant le comité permanent aujourd'hui.

En tant qu'agence de développement international laïque canadienne, fondée en 1986, Canadian Feed The Children s'est donné pour mission de réduire l'impact de la pauvreté sur les enfants en fournissant aux enfants, parents, partenaires locaux et communautés les ressources nécessaires pour atteindre l'autonomie et la résilience, ainsi qu'en donnant un coup de main aux organisations locales ayant comme objectif d'apporter des changements qui profitent aux enfants.

Nous nous concentrons actuellement sur le Ghana, l'Éthiopie, l'Ouganda, la Bolivie, Haïti et les Premières Nations du Canada. Au cours des cinq dernières années, nous avons simplifié notre approche du développement pour nous concentrer sur les questions liées à l'éducation et à l'innocuité des aliments en renforçant les compétences locales. Nous sommes passés d'une agence qui offrait une vaste gamme d'activités dans de nombreux pays chaque année à une agence qui cible dorénavant des résultats précis pour relever de vastes défis de développement et créer des résultats concrets et à long terme au moyen de la théorie du changement.

Nous suivons la vision de l'UNICEF sur l'évolution du domaine de la protection de l'enfance. Comme l'a expliqué le témoin précédent au comité: « [...] les différents enjeux ne sont plus abordés séparément les uns des autres, mais selon une approche globale qui met l'accent sur la prévention, le renforcement des systèmes en général, et la résolution des déterminants sociaux qui sont la cause des lacunes de la protection de l'enfance. »

CFTC s'occupe des déterminants sociaux de la protection de l'enfance par une nutrition adéquate dès la prime enfance et les premières années d'école, et par l'accès à l'éducation, surtout pour les filles. L'innocuité des aliments, surtout pour les mères, est essentielle à l'accès à des aliments nutritifs et à l'éducation. Il est essentiel à notre travail de passer par les femmes pour accroître la santé et le bien-être des enfants. Nous contribuons ainsi au mandat du gouvernement du Canada en matière de santé maternelle et infantile.

À CFTC, le renforcement des systèmes se fait à deux niveaux: par le développement de systèmes organisationnels à notre siège social mondial, au Canada, et, sur le terrain, où nous appuyons les ONG locales et leurs partenaires ainsi que les communautés elles-mêmes.

Au Canada, nous avons eu l'honneur de remporter un prix d'excellence pour la gouvernance et la transparence financière, le Voluntary Sector Reporting Award of Excellence for Transparency in Financial Reporting pour notre rapport annuel de 2012, 2013 et 2014, en plus d'être l'un des premiers organismes sans but lucratif à décrocher la certification pour les normes d'Imagine Canada.

CFTC partage ces meilleures pratiques de gouvernance et d'excellence financière, ainsi que son expertise technique et de renforcement des capacités, avec ses ONG partenaires sur place pour les amener de la dépendance à l'indépendance. Par exemple, ces deux dernières années, les partenaires locaux en Ouganda et au Ghana ont obtenu des niveaux importants de financement — dans les six chiffres — par des donateurs institutionnels, en partie grâce à notre appui pour le renforcement de leur gouvernance, de leur transparence financière et de leurs systèmes d'évaluation et de surveillance, le tout leur ayant permis d'améliorer leur reddition de comptes et leur incidence.

En 2013, CFTC a reçu une subvention de 2 millions de dollars du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour ce que nous appelons CHANGE: notre projet d'adaptation aux changements climatiques dans le nord du Ghana. CHANGE contribue à transformer notre optique par rapport à notre contribution à la protection des enfants et des jeunes. Les thèmes transversaux d'impact environnemental, de réduction des risques de catastrophe et d'égalité entre les sexes sont les principaux éléments de CHANGE qui aident à créer des communautés plus résilientes et où la nourriture est saine. CHANGE est peut-être le meilleur exemple d'un projet où les interconnexions entre la santé des femmes et leur participation à l'économie locale, ainsi que l'incidence positive sur la nutrition et la santé des enfants sont les plus évidentes.

Nous sommes d'accord avec le ministère qui dit qu'il faut prendre en compte les questions de sécurité et de protection, « sans quoi les investissements en santé, en éducation et dans d'autres domaines n'apporteront pas d'améliorations durables ». C'est pourquoi les programmes de CFTC, en particulier ceux qui offrent des possibilités aux femmes, sont en fait centrés sur l'enfant. Par exemple, les femmes d'un groupe témoin de CHANGE tenu au début de 2013 parlaient de l'insécurité grandissante autour de la nourriture qui donnait lieu à du gaspillage et à de l'atrophie chez les enfants et de la diminution du nombre de repas par jour, passant de trois à deux et à parfois un seul en raison du manque de nourriture ou de revenus pour en acheter. Elles ont également signalé une baisse du revenu familial à la suite de mauvaises récoltes, ce qui a fait en sorte qu'elles ne pouvaient plus envoyer leurs enfants à l'école et payer l'assurance maladie. Ce sont là autant d'exemples de la façon dont l'environnement changeant et la diminution de la production agricole dans le nord du Ghana ont un impact direct sur la sécurité et la protection des enfants.

Depuis, CHANGE a inclus les femmes dans des occasions de formation agricole; donné aux femmes des rôles de direction dans des organisations agricoles; accordé des terres à des femmes pour qu'elles les cultivent, ainsi que le matériel requis pour générer un revenu agricole et non agricole. À l'heure actuelle, dans les communautés visées par CHANGE dans le nord du Ghana, plus de 70 % des prestataires agricoles sont des femmes, ce qui est bien au-delà de la cible originale de 40 %. Nous avons constaté de grandes améliorations dans les champs cultivés par les femmes: la récolte passant d'un à deux sacs à parfois jusqu'à 10 sacs par acre: soit presque 10 fois plus.

- (1120)

Les femmes participent maintenant de plus en plus aux activités agricoles: elles acquièrent les connaissances nécessaires pour stimuler leur propre productivité et une voix plus puissante au sein du développement économique communautaire. De plus, elles sont reconnues pour leur contribution à l'innocuité des aliments pour leur foyer et leur communauté. Par-dessus tout, elles sont maintenant en mesure d'offrir des aliments nutritifs à leurs enfants, de les envoyer à l'école et de payer pour les besoins fondamentaux, comme les vêtements, les réparations à leur logement et les soins de santé.

CFTC appuie aussi des groupes de microfinancement pour les femmes en Éthiopie et en Ouganda, où plus de 10 000 membres — dont 80 % sont des femmes — gagnent un revenu. Ces groupes offrent des moyens importants d'assumer qu'une hausse de revenus égale une meilleure nutrition pour les enfants. Les ONG locales partenaires de CFTC renseignent les membres sur la nutrition de façon à ce que le revenu familial se traduise directement en de la nourriture de meilleure qualité et en plus grande quantité pour les enfants.

Nous constatons que nos efforts portent leurs fruits: on a remarqué une hausse de 73 % du revenu chez les membres du groupe d'entraide; et 93 % de ceux qui ont signalé une hausse l'ont consacrée en partie ou en totalité à la nourriture.

Nous constatons aussi des progrès importants dans notre travail auprès des communautés des Premières Nations au Canada, où nous avons établi des programmes de petits déjeuners et de déjeuners et où nous déployons maintenant des programmes de nutrition axés sur la communauté, dirigés par la communauté à la Première Nation d'Eel Ground, près de Miramichi, au Nouveau-Brunswick, et un autre au nord d'Owen Sound, en Ontario, à la Première Nation des Chippewas de Nawash.

Notre travail au Canada pour la protection des enfants s'inspire de notre travail international et vice versa pour nos programmes d'éducation et de nutrition dans les communautés autochtones des pays en développement, comme la Bolivie.

CFTC est d'avis que le fait d'offrir plus de possibilités aux femmes de gagner leur vie, et de leur en donner les moyens grâce à une formation en agriculture, en plus de leur confier des rôles de direction et de les informer sur la nutrition, améliore la santé et la sécurité des enfants.

Le développement axé sur la communauté et dirigé par la communauté est essentiel pour le maintien à long terme des processus et objectifs de développement. L'action et l'adaptation locale peuvent aussi réduire les risques et les effets des catastrophes liées à l'environnement si elles se produisent, ce qui réduit la dépendance envers l'aide humanitaire.

En terminant, je dis toujours que le plus important déterminant pour la survie d'un enfant au-delà de son cinquième anniversaire dans un pays en développement est l'accès pour sa famille, et sa mère en particulier, à l'éducation et à un revenu.

Nous apprécions la stratégie du gouvernement canadien sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, et son engagement à long terme par rapport au développement. Nous prions le gouvernement du Canada de continuer d'appuyer les visions à long terme pour la protection des enfants qui sont axées sur l'accès des mères à l'éducation, à un meilleur revenu et à des aliments nutritifs afin que l'innocuité des aliments soit à la base de la protection des enfants et de leurs familles.

Merci de votre attention.

●(1125)

Le président: Merci beaucoup, madame Kerby.

Mme Laverdière va entamer le premier tour de questions et réponses, qui sera de sept minutes.

[Français]

Mme Hélène Laverdière (Laurier—Sainte-Marie, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous les témoins pour leurs excellentes présentations ce matin. Elles étaient très intéressantes.

Un thème qui est revenu souvent dans les présentations est évidemment la question de l'éducation et la question des femmes. J'ai beaucoup apprécié cette approche qui mise sur le *women's empowerment*. Je m'excuse, cela se traduit mal en français. Il s'agit de la prise en charge, la prise en main par les femmes elles-même. J'ai aimé, en particulier, l'accent mis sur la question des droits de la personne, c'est-à-dire de considérer qu'il s'agit d'une question de droits de la personne.

Je suis toujours impressionnée de voir que les femmes sont de plus en plus actives en agriculture. Nous savons que souvent les petites fermes, notamment en Afrique, sont gérées par des femmes. On voit la productivité augmenter et cela me rappelle les quelques années que j'ai passées en Afrique. Les personnes que nous voyions souvent au champ en train de travailler étaient effectivement des femmes.

J'ai une série de questions. Je suis en train d'oublier mes questions particulières parce que je suis impressionnée par ce que vous avez dit. Je voulais demander une chose à M. Button, en particulier.

Vous avez travaillé beaucoup avec l'UNICEF. Quels sont les avantages pour vous de travailler avec une organisation multilatérale?

[Traduction]

Dr John Button: Merci, monsieur le président.

Si vous me permettez de répondre, il y a de nombreux avantages à travailler avec l'UNICEF. Kiwanis International travaille depuis longtemps avec l'UNICEF. À la fin des années 1990, nous nous sommes associés à l'UNICEF pour éliminer presque totalement les troubles liés à une carence en iode, la principale cause de troubles mentaux évitables. Nos relations ne datent pas d'hier.

L'UNICEF a une présence sur le terrain et elle a de la crédibilité. Elle ne va pas dans un pays où elle n'est pas la bienvenue. Lorsqu'elle est dans le pays, elle se sert d'un personnel local pour mettre en oeuvre les programmes éducatifs et de santé. Nous avons constaté que dans les pays en développement, les gens acceptent beaucoup plus facilement les enseignements et les initiatives en matière de soins de santé si ce sont leurs voisins plutôt que des gens venus de l'autre côté de l'océan Atlantique qui les leur proposent.

●(1130)

Mme Hélène Laverdière: C'est une très bonne réponse.

Merci infiniment.

[Français]

Madame Kerby, un chose m'a étonnée lors de votre présentation, et c'est le fait que vous travaillez à l'étranger, mais aussi avec les Premières Nations ici, au Canada, et que dans les deux cas, votre travail est basé dans la communauté. C'est mené par la communauté elle-même.

Cette universalité est l'un des objectifs du Millénaire pour le développement. Il ne s'agit plus vraiment de pays dits développés qui viennent en aide à des pays en voie de développement, mais d'une situation qui nous permet de comprendre que nous avons tous des défis à relever.

Dans la mesure où vous vous intéressez aux objectifs de développement durable qui seront appuyés, croyez-vous qu'on accorde assez d'importance aux besoins spécifiques des enfants et des femmes? C'est en effet un aspect important de votre travail. Je vais peut-être poser cette question à d'autres.

[Traduction]

Mme Debra Kerby: C'est une très bonne question.

Je pense que l'accent mis sur les femmes et les enfants dans les objectifs de développement durable peut toujours être poussé plus loin. Il faut aller plus loin pour comprendre l'évolution et les changements au niveau communautaire. D'après notre expérience, dans le cadre du programme CHANGE dans le nord du Ghana, où nous avons travaillé pendant un certain nombre d'années, nous savions que les femmes jouaient un rôle dans l'agriculture, et que c'était en grande partie sous la direction de leurs maris, dans les communautés où nous travaillions.

Lorsque nous avons fixé un objectif de 40 % pour la participation des femmes, on nous a dit: « C'est très ambitieux, bonne chance. » Le fait est que nous avons presque doublé ce taux et que nous avons... C'est la communauté qui a facilité les choses en aidant à développer le leadership et à créer des opportunités et en ayant un certain pourcentage d'organisations agricoles dirigées par des femmes, par exemple, ce qu'il n'y avait jamais eu avant. Cela a contribué à donner aux femmes l'assurance qu'elles pouvaient faire ce travail.

Nous avons travaillé, dans le cadre de CHANGE, avec Farm Radio International. L'excellent travail de Farm Radio International nous a aidés à nous servir de voix féminines pour rejoindre les femmes vivant dans les localités isolées. Je pense que lorsque les femmes apprennent à d'autres femmes, comme l'ont mentionné certains de mes collègues, et que les communautés apprennent les unes des autres, cela donne la meilleure forme d'apprentissage. Il faut également tenir compte du changement de rôle des hommes dans la communauté. Si les femmes assument davantage de responsabilités agricoles, mais les hommes n'assument pas les responsabilités domestiques, ce n'est pas très intéressant pour les femmes.

Il est important que les hommes soient sensibilisés à la contribution que les femmes apportent au développement économique, au développement social et au développement des enfants. Ce n'est pas seulement le travail des femmes; nous devons absolument prêter attention au rôle que les femmes jouent dans la communauté, parce que c'est l'environnement dans lequel l'enfant grandira. Je pense que nous pouvons continuer d'insister pour qu'il soit tenu compte davantage des femmes et des enfants dans les objectifs de développement durable.

Le président: Merci.

C'est tout le temps dont nous disposons.

Nous allons passer à Mme Brown pour sept minutes, s'il vous plaît.

Mme Lois Brown (Newmarket—Aurora, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à vous tous d'être venus ici ce matin. Veuillez nous excuser d'avoir dû annuler votre comparution l'autre jour, mais c'était pour des raisons indépendantes de notre volonté.

J'ai vraiment apprécié les propos que chacun de vous a tenus au sujet de la collaboration. Vous avez parlé de la collaboration avec les gouvernements, avec les organismes des Nations unies et nous venons de parler de la collaboration avec l'UNICEF.

Monsieur Wilkinson, vous avez dit:

Notre partenariat avec des organismes de l'ONU, des gouvernements de partout dans le monde, des leaders du secteur privé comme la Fondation Bill et Melinda Gates, ainsi qu'un large éventail d'autres organisations de la société civile a mené à d'autres collaborations dans des domaines de préoccupation commune, comme ceux que nous abordons ici aujourd'hui.

Une des choses que nous savons est que l'appel à l'aide publique au développement se chiffrait récemment à 135 milliards de dollars et nous savons qu'à l'avenir, cela exigera des billions de dollars. Voilà à quoi il faut s'attendre pour pouvoir atteindre les objectifs de développement. Un des domaines qui n'ont pas été bien explorés depuis longtemps est la collaboration avec le secteur privé.

Monsieur Wilkinson, j'aimerais savoir si vous pourriez nous en parler un peu. Avez-vous réussi à travailler avec le secteur privé? Y a-t-il des domaines dans lesquels nous pouvons aller vers ce secteur pour obtenir des connaissances, un savoir-faire et un financement?

Madame Kerby, j'aimerais vous citer un petit exemple. Mon beau-fils, qui a fait son doctorat en génie électrique ici, en Amérique du Nord, est de retour au Ghana, son pays d'origine, où il construit des champs de capteurs solaires au nord de Kumasi. C'est un projet de 150 millions de dollars américains qui crée des emplois, crée de la prospérité, crée des recettes fiscales pour le gouvernement, mais crée aussi de la durabilité. Je me demande si chacun d'entre vous pourrait dire comment nous pouvons faire dans un pays ce genre d'investissement qui nous permettra de faire plus avec l'argent dont nous disposons pour le développement.

Monsieur Wilkinson, vous voudrez peut-être commencer.

• (1135)

M. Wilfrid Wilkinson: Merci, madame Brown.

J'ai été très surpris lorsque j'ai découvert, quand j'étais le président de Rotary International, que nous venions de recevoir dans notre compte en banque un virement de 100 millions de dollars de la Fondation Bill et Melinda Gates. C'est toujours une surprise agréable.

Mme Lois Brown: Puis-je mentionner que la majeure partie de l'argent qui entre dans cette fondation provient des contributions de Microsoft et de son succès?

M. Wilfrid Wilkinson: Nous aimerions que Bill Gates soit membre du Rotary. Néanmoins, son père en fait partie, ou en a fait partie, et je suis donc sûr que cela a eu une certaine influence. J'espère que j'influencerai également mes fils. Néanmoins, il faut voir la réalité en face, notamment le fait que le fossé entre riches et pauvres s'élargit. De plus, grâce aux moyens de communication, les pauvres obtiennent finalement certaines des choses que possèdent les riches et en veulent donc davantage. Si nous voulons la paix dans le monde, nous devons trouver un moyen de combler ce fossé.

Le Rotary est un organisme comptant plus de 1,2 million de membres — ce qui n'enlève rien à tous nos programmes pour la jeunesse, les programmes Rotaract, les programmes Interact et les programmes EarlyAct — qui centrent leurs efforts sur la nécessité pour ceux qui vivent dans les pays riches de partager avec ceux qui vivent dans les pays pauvres. Nous croyons que le Rotary assure ce partage. Ce n'est pas un échange facile, mais nous l'assurons et je pense que cela fonctionne.

J'ai eu peine à croire que la semaine dernière, les programmes EarlyAct dispensés dans les écoles primaires ont permis de recueillir 3 000 \$ pour acheter des chèvres à envoyer en Éthiopie. Les enfants de cinquième, sixième, septième et huitième années apprennent déjà que le monde change. Parmi les leaders de ces groupes, il y a des jeunes femmes, des jeunes filles. Je pense que nous contribuons à ce phénomène.

Notre pays doit le faire. Je crois que tous les pays du monde doivent le faire. En raison de l'influence qu'exercent le gouvernement canadien et des organismes comme le Rotary, nous avons pu partager cette idée avec d'autres pays. Nous nous sommes donc réjouis énormément lorsque le gouvernement de l'Inde a incité chaque pays à donner un certain pourcentage aux organismes caritatifs. Le Rotary en a bénéficié, pas dans la même mesure que pour le don de la Fondation Bill et Melinda Gates, mais de très grandes sociétés indiennes ont apporté une importante contribution, des millions et des millions de dollars, pour aider l'Inde à éradiquer la poliomyélite. Les donateurs ont exercé des pressions sur le gouvernement, mais ils l'ont fait en donnant leur propre argent. Je pense donc que nous sommes en train de combler le fossé que vous avez si bien mis en lumière.

Je ne sais pas si un de mes collègues désire ajouter quelque chose, mais je crois que c'est très important.

• (1140)

Mme Lois Brown: Avons-nous du temps pour les deux autres?

Le président: Il vous reste environ 30 secondes.

Mme Lois Brown: Madame Kerby.

Mme Debra Kerby: À propos de la collaboration du secteur privé, comme je viens de ce secteur, je reconnais et respecte la valeur de ce qu'il peut apporter. Ayant une expérience du développement à l'échelon local, je vois très bien que les deux secteurs doivent travailler en harmonie. Ce ne sont pas des sphères distinctes, comme chacun sait. La difficulté est de jeter des ponts. En agissant au niveau local, nous essayons de renforcer les capacités afin qu'une fois mis en place, les panneaux solaires créent un environnement habilitant qui permettra à la collectivité de prospérer et de ne pas se sentir exclue.

C'est un élément qui, bien entendu, fonctionne au niveau national et international. Je pense néanmoins que nous devons vraiment examiner tous ces flux, la chaîne de valeur, si vous voulez, de la communauté jusqu'au niveau mondial pour voir quels sont les points de jonction du financement de l'aide publique au développement et du financement du développement. Nous devons ensuite trouver une façon vraiment intelligente de travailler dans l'intérêt de nos bénéficiaires, avoir une approche en faveur des pauvres pour être certains que ces derniers participeront au développement économique.

Le président: Merci beaucoup.

C'est tout le temps dont nous disposons.

Nous allons passer aux libéraux.

Bienvenue, monsieur Bélanger. C'est un plaisir de vous compter parmi nous. Vous disposez de sept minutes.

L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.): Merci.

Mon collègue, M. Garneau, vous demande de l'excuser de ne pas être ici aujourd'hui. Il avait un autre engagement.

Je tiens à vous remercier tous, ainsi que vos centaines de milliers et millions de membres, pour votre travail et la générosité dont vous faites preuve en aidant la communauté mondiale. Merci infiniment.

Monsieur Wilkinson, je suis entièrement d'accord avec vous pour dire que si nous voulons la paix dans le monde, si nous voulons la paix dans n'importe quel pays, nous devons remédier à l'élargissement du fossé entre les riches et les pauvres. Parfois, il ne s'agit même pas des pauvres. Cela fait trois ou quatre années de suite que le Fonds monétaire international décrit cet enjeu comme notre principale difficulté. Alors, je vous félicite encore une fois, pour le travail que vous accomplissez.

J'ai quelques questions très précises.

L'une d'elles s'adresse à Mme Kerby. Quels sont tous les déterminants sociaux dont vous avez parlé?

Mme Debra Kerby: En ce qui concerne les déterminants sociaux...

L'hon. Mauril Bélanger: Vous avez mentionné la nutrition et l'éducation. Y en a-t-il d'autres?

Mme Debra Kerby: Nous centrons nos efforts sur la nutrition et l'éducation. En fait, je vais revenir sur certains points. Notre modèle de la théorie du changement repose sur trois principaux piliers. Le premier est la sécurité alimentaire et nous nous intéressons à l'accès, la disponibilité et l'utilisation de la nourriture. Le deuxième est l'éducation et nous centrons nos efforts sur la petite enfance et l'éducation primaire. Le troisième est le renforcement des capacités qui consiste à renforcer et soutenir les dirigeants et les membres de la communauté pour qu'ils sachent comment établir des plans stratégiques. Comment procédez-vous à la surveillance et à l'évaluation? Comment habilitiez-vous les femmes grâce à la formation au leadership? Comment faites-vous la formation? Vous ne pouvez pas vraiment avoir les deux premiers piliers sans le troisième. Bien entendu, nous avons des thèmes transversaux qui sont l'égalité entre les sexes et l'environnement, mais ce sont là les principaux enjeux sur lesquels nous centrons nos efforts.

L'hon. Mauril Bélanger: Par simple curiosité, quelqu'un a-t-il déjà rencontré Help Lesotho? C'est un groupe qui est financé presque entièrement à partir d'Ottawa, qui aide les filles au Lesotho. Il est en activité depuis 10 ans. Vous pourriez peut-être jeter un coup d'oeil sur ce qu'il fait, car sur le plan du renforcement des capacités, il y a peut-être des éléments qui pourraient vous être utiles.

Depuis trois ans, j'ai beaucoup appris sur le sujet des coopératives, toutes sortes de coopératives. Par conséquent, lorsque vous aidez les agriculteurs locaux, examinez-vous le modèle coopératif? Mme Brown et moi-même avons rencontré le représentant de la Fondation Aga Khan qui aide les producteurs de riz et les producteurs de café à créer des coopératives. C'est un modèle qui aide les membres de la coopérative, mais qui renforce aussi les capacités à une échelle plus large, si vous voulez. L'un de vous participe-t-il à ce genre de solution? Avez-vous examiné le modèle coopératif?

Mme Debra Kerby: Je me ferai un plaisir de laisser mon collègue, Sohel, vous répondre.

M. Sohel Khan (conseiller principal en matière de programmes, Sécurité alimentaire et durabilité de l'environnement, Canadian Feed The Children): Merci beaucoup pour cette question.

En fait, c'est exactement ce que nous faisons lorsque nous réalisons nos projets, par exemple, au Ghana. Nous agissons beaucoup au niveau des organisations agricoles, qui sont généralement dirigées par des agriculteurs. Néanmoins, notre objectif est de les amener à adopter un modèle de coopérative et d'élargir leur capacité sur le plan de la gestion financière et technique de même que sur d'autres aspects de l'agriculture. Nous essayons d'amener les principaux producteurs à devenir des membres actifs de la coopérative, parce qu'ils peuvent aider ses membres, par exemple, en leur montrant comment adopter des pratiques agricoles adaptées au climat, comment faire une application durable des engrais, etc.

• (1145)

L'hon. Mauril Bélanger: Ils pourraient aussi posséder leur propre installation de production d'énergie solaire.

M. Sohel Khan: Exactement.

D'autre part, ils peuvent mobiliser leurs propres ressources par différents mécanismes. Il y a deux autres aspects que nous essayons d'intégrer dans le modèle des coopératives. Il y a un mécanisme de transfert des risques d'établissement qui leur permet d'absorber les risques reliés au climat ou aux catastrophes naturelles ou tout autre type de problème.

Par conséquent, c'est effectivement un domaine sur lequel nous voulons centrer notre attention et c'est ce que nous faisons.

L'hon. Mauril Bélanger: Quelqu'un d'autre?

Monsieur Styles.

M. Bryn Styles (administrateur, Fondation Rotary): Merci.

M. Wilkinson a souligné qu'au Canada, Rotary est en train de négocier une nouvelle entente avec le gouvernement canadien pour le financement de certains de nos projets. Les choses se déroulent très bien. Nous sommes très près de signer un document final, ce qui est une excellente chose.

Je le mentionne parce qu'en décembre, un autre rotarien et moi-même avons emmené à notre siège social, à Evanston, à Chicago, deux de vos hauts fonctionnaires, dont l'un était le directeur de la Direction générale des partenariats pour l'innovation dans le développement. Ils ont été extrêmement impressionnés par la façon dont nous réalisons nos projets et nous les évaluons. L'important, et cela me ramène à votre question, est la durabilité de notre action. Chaque fois qu'un club Rotary réalise un projet, il doit le faire avec un club partenaire dans le pays où le projet a lieu, mais il doit aussi faire une évaluation des besoins de la communauté en question pour s'assurer qu'elle a besoin du projet et que ce n'est pas seulement quelque chose que le club canadien souhaite faire.

L'un des aspects importants est la durabilité du projet. Nous ne voulons pas de projets qui nécessiteront un apport de fonds continu. Il faut notamment s'assurer que la communauté pourra poursuivre le projet.

L'hon. Mauril Bélanger: Et le modèle coopératif en fait partie?

M. Bryn Styles: Le modèle des coopératives en est un élément très important. Un grand nombre de ces collectivités sont si petites qu'elles doivent travailler en coopérative.

M. Wilkinson est...

L'hon. Mauril Bélanger: Je dois vous arrêter là, monsieur, car il ne me reste qu'une minute.

Puis-je vous suggérer de communiquer avec CMC, Coopératives et mutuelles Canada? CMC regroupe des organismes francophones et anglophones. Son siège social est ici, à Ottawa, et elle dispose d'une organisation très importante qui apporte une aide internationale sur le plan des coopératives. Si vous n'avez pas encore été en contact avec CMC, elle se fera un plaisir de vous fournir des renseignements.

Désolé de vous interrompre, monsieur.

M. Bryn Styles: Non, c'est bien. Merci.

Le président: Cela termine le premier tour.

Nous allons maintenant entamer le deuxième tour. Les membres du comité disposeront de cinq minutes pour les questions et les réponses.

Nous allons commencer par M. Trottier, s'il vous plaît.

M. Bernard Trottier (Etobicoke—Lakeshore, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci d'être venus aujourd'hui.

J'ai vraiment apprécié vos exposés. Dans tous vos témoignages, j'ai ressenti un certain optimisme. Je sais qu'il y a de sérieuses difficultés dans le monde et que cela peut devenir très décourageant. Surtout quand je pense à vos grandes organisations, avec tous vos bénévoles, comment conservez-vous cet optimisme? Si nous prenons l'histoire de l'humanité au cours des 50 ou même des 100 dernières années, on peut voir que sur certains plans — l'accès à l'eau potable, l'éducation primaire, le taux d'infection —, nous réalisons des progrès dans de nombreuses régions du monde.

Tous vos organismes ont eu du succès de diverses façons. Je pense qu'une des choses que vos organisations et vos bénévoles apportent est un ensemble de compétences ou une diversité d'expériences que vous pouvez déployer et diriger vers vos objectifs. Le théoricien de la gestion, Peter Drucker, a parlé d'objectifs SMART: spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et fixés dans le temps. Il y a des éléments de tout cela quand vous dites que ce que vous faites est très réalisable. Je pense à l'éradication de la poliomyélite; nous savons

que c'est réalisable. Vous voulez le faire dans un certain délai et c'est pourquoi vous arrivez à centrer les efforts des gens sur ces objectifs.

Monsieur Styles, vous avez mentionné que vous êtes actuellement en pourparlers avec le gouvernement du Canada. Vous avez des partenaires dans les différents pays du monde où vous travaillez. Lorsque vous discutez avec le gouvernement du Canada, y a-t-il des appels de propositions? Le gouvernement regarde-t-il du côté d'autres organismes? Y a-t-il un processus de soumission concurrentiel? Je dis toujours que nous ne finançons pas les ONG, mais que nous finançons des programmes et des projets et que nous cherchons ensuite le meilleur partenaire pour les réaliser. Comment les discussions se déroulent-elles actuellement avec le Rotary?

• (1150)

M. Bryn Styles: Lorsque nous opérons sous les auspices du CRCID, le Canadian Rotary Collaboration for International Development, la procédure était en place depuis 1986 environ. C'était la méthode de l'appel de propositions. Lorsque l'ACDI a été démantelée et que le CRCID a perdu sa raison d'être — c'était devenu trop bureaucratique pour les rotariens et pour le gouvernement — nous avons rencontré le ministre Paradis et il a été décidé que le gouvernement canadien continuerait de travailler avec les rotariens. Il était très fier de travailler avec les rotariens. Nous faisons du bon travail. Néanmoins, le modèle que nous avions ne fonctionnait pas.

Le gouvernement a proposé un modèle selon lequel il nous accordera un montant x de dollars chaque année, pendant cinq ans, et nous administrerons cette somme par l'entremise de la Fondation Rotary Canada et ferons rapport au gouvernement. Il n'y a donc pas eu d'appel direct de propositions comme tel. Ce n'est pas une somme énorme pour le gouvernement, mais...

M. Bernard Trottier: Très bien.

Passons à Kiwanis. Vous avez mentionné un partenariat avec l'UNICEF et aussi avec le gouvernement du Canada. Comment l'UNICEF décide-t-elle avec qui conclure un partenariat? Il y a d'autres organismes de service dans le monde. Comment prend-elle cette décision? Ou l'UNICEF a-t-elle pour partenaires plus d'un organisme pour le programme contre le tétanos néonatal que vous avez décrit?

Dr John Button: L'UNICEF avait des partenaires dans le secteur privé et elle y a fait appel. Elle avait encore besoin de 110 millions de dollars. Elle nous a fait une proposition que nous avons acceptée. Je crois qu'elle est venue nous voir en raison de la réussite de notre projet conjoint précédent pour l'élimination du trouble de carence en iode.

M. Bernard Trottier: Je vois.

Madame Kerby, vous avez parlé de l'établissement d'objectifs et de plans d'action pour atteindre ces objectifs. Comment avez-vous choisi vos champs d'action? Il y avait différents enjeux qui étaient parfaitement mesurables et très particuliers dans certains pays. Quel processus de planification Canadian Feed The Children suit-il pour établir ses objectifs et mobiliser son organisation pour les atteindre?

Mme Debra Kerby: Pour citer de nouveau Drucker, vous ne pouvez pas gérer ce que vous ne pouvez pas mesurer, ou est-ce plutôt que vous ne pouvez pas mesurer ce que vous ne pouvez pas gérer?

Lorsque je suis arrivée à CFTC en 2010, il y a cinq ans, nous avons beaucoup de bons projets en cours, mais ce n'était pas de l'excellent travail. Pour moi, la différence entre le bon travail et l'excellent travail dans le secteur sans but lucratif est que le bon travail vous permet de vous vanter de vos résultats tandis que l'excellent travail vous permet de définir un impact mesurable et d'avoir des indicateurs très clairement définis.

Au cours des cinq dernières années, ce qui a donné son élan à notre théorie du changement, c'est l'absence d'un cadre de surveillance et d'évaluation permettant de définir très clairement l'impact de notre action. Nous avons suivi un processus très chaotique, mais très important pour retourner voir nos partenaires communautaires et les collectivités dans lesquelles nous travaillons pour leur parler de la théorie du changement. Nous avons besoin de cibler nos efforts. Au lieu de disperser nos efforts, nous devons agir de façon très ciblée. C'est ainsi que nous avons établi la feuille de route de la théorie du changement. Nous avons ensuite approfondi, en travaillant avec les collectivités afin d'avoir des indicateurs clairs et mesurables pour la sécurité alimentaire, l'éducation et le renforcement des capacités.

Cela a été fait dans chaque pays. Nous arrivons maintenant à la fin d'une période de trois ans et nous pourrions mesurer les résultats en fonction d'indicateurs très précis et clairement définis qui ont été élaborés par la communauté, mais aussi en fonction d'indicateurs mondiaux pour être certains de pouvoir évaluer l'impact au niveau de la collectivité, au niveau du pays et en fonction des indicateurs mondiaux.

M. Bernard Trottier: Merci beaucoup.

Le président: Merci.

C'est tout le temps dont nous disposons.

Nous passons à Mme Laverdière pour cinq minutes, s'il vous plaît.

[Français]

Mme Hélène Laverdière: Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à M. Wilkinson de même qu'à M. Button.

Faites-vous face à un grand nombre de difficultés, de risques ou de menaces à la sécurité à l'encontre du personnel qui administre les vaccins sur le terrain? Comme nous le savons, il y a de nombreux problèmes dans plusieurs pays.

Quelle est la meilleure façon de contourner ou d'atténuer ces difficultés?

[Traduction]

M. Wilfrid Wilkinson: Merci beaucoup pour cette question.

Je ne crois pas que nous ayons eu beaucoup de difficultés. Lorsque j'étais au Nigéria, la difficulté était que le personnel n'était pas payé.

Par contre, je me souviens de l'imam d'une mosquée qui a dit qu'on ne se débarrassera jamais de la poliomyélite au Nigéria à moins d'arrêter de donner de l'argent. Je lui ai demandé ce qu'il voulait dire. Il m'a répondu: « Les gens d'ici ont compris que vous avez l'habitude d'embaucher du personnel pour faire ce travail ». Lorsqu'il disait « vous », il parlait du gouvernement, que nous soutenions. Le vaccin a d'abord été distribué une fois par an. Ensuite, cela a été deux fois par an. Maintenant, la vaccination a lieu tous les trois mois. L'imam m'a dit que les gens avaient compris que s'ils vaccinaient tous les enfants, nous n'aurions plus besoin d'eux.

Il faut les convaincre qu'il y a d'autres choses à faire. Voilà pourquoi nous avons tout un secteur des camps où l'on fournit non

seulement le vaccin contre la poliomyélite, mais aussi des soins de santé dans d'autres domaines afin que les gens sachent qu'il ont un avenir.

Parfois, les gouvernements ne sont pas parfaits, mais comme les membres du Rotary ne sont pas rémunérés — ils travaillent bénévolement — ils peuvent influencer énormément la population locale et les commerçants locaux. Voilà, je crois, comment nous remédions au problème. C'est un problème et cela, peu importe dans quel pays vous vous trouvez. On pourrait même dire que nous avons certaines de ces difficultés ici-même, en Amérique du Nord. Nous cherchons constamment à les résoudre.

Néanmoins, notre principal argument est que notre personnel est entièrement composé de bénévoles. Il n'est pas rémunéré.

• (1155)

Dr John Button: La sécurité ne nous pose pas de problèmes et c'est probablement parce que personne ne veut voir ses bébés mourir. La plupart de nos équipes sont les bienvenues parce que les gens savent ce qui va se passer; ils ne verront pas mourir les nouveaux-nés et les nouvelles mères.

D'autre part, en recourant à la population locale pour la vaccination et l'éducation, nos programmes sont beaucoup mieux acceptés. Nous avons aussi constaté que comme dans les zones de guerre où vous avez des groupes d'intervention, ceux qui font les vaccinations forment aussi des groupes d'intervention. Quand les belligérants quittent un secteur, ces groupes viennent assurer la vaccination.

M. Robert Scott (président émérite, International PolioPlus Committee, Rotary International): Monsieur le président, puis-je répondre à la question?

Le président: Oui.

Mme Hélène Laverdière: Désolée. Oui, certainement.

M. Robert Scott (président émérite, International PolioPlus Committee, Rotary International): Votre question est très pertinente et je pense qu'il faudrait dire clairement que les vaccinateurs courent un grand danger, surtout en ce moment, au Pakistan où je connais extrêmement bien la situation.

La vaccination des enfants a coûté, jusqu'ici, près de 200 vies. Les personnes qui vaccinent, qui sont surtout des jeunes femmes âgées de 18 à 19 ans, sont payées l'équivalent de 2,50 \$ par jour pour trois jours de travail garantis. Le danger est grand. Le gouvernement essaie de contrer le risque en envoyant des gens armés de fusils. J'ai vacciné des enfants avec quelqu'un qui avait un AK-47 pour me protéger. Le danger est réel. Nous le surmontons en négociant constamment et c'est seulement grâce à cela que nous réussissons à remplir notre mission, comme nous l'avons fait, en Afghanistan.

Nous y arrivons, mais le danger est là. Je ne veux pas laisser passer les réponses de M. Wilkinson ou du Dr Button, qui sont très pertinentes, sans dire au comité que le danger est bien réel.

Le président: Merci. C'est tout le temps dont nous disposons.

Nous allons passer à M. Goldring, qui dispose de cinq minutes, s'il vous plaît.

M. Peter Goldring (Edmonton-Est, PCC): Merci beaucoup. Merci de comparaître ici aujourd'hui. Je ne vais pas pouvoir poser toutes les questions que j'aimerais vraiment poser.

Je vais aborder une question particulière. Le *Financial Post* a publié un article sur les organismes caritatifs selon lequel ils sont au nombre de 86 000 au Canada. C'est absolument sidérant. Ils ont levé environ 10 milliards de dollars, mais tous ne sont pas de bons organismes caritatifs.

Nous connaissons le bon travail que vous accomplissez. Comme les organismes de bienfaisance se concurrencent pour accéder à la même source de fonds, de quel genre d'organismes parle le *Financial Post*...? Y a-t-il une commission de réglementation quelconque qui établit des normes? Il y a même 54 organismes caritatifs qui n'ont pas dépensé un sou de l'argent qu'ils avaient recueilli.

Existe-t-il des normes comprises de tous qui permettent d'évaluer les organismes caritatifs, une sorte de normes ISO pour ces organismes, afin que les gens puissent s'attendre à ce qu'ils répondent à certaines normes? Combien les organismes de bienfaisance devraient-ils dépenser pour recueillir des dons par rapport aux sommes qu'ils déboursent?

Qui désire répondre?

• (1200)

Dr John Button: Notre programme contre le tétanos maternel et néonatal est financé par la Kiwanis International Foundation. Comme les autres fondations, elle est évaluée régulièrement par un organisme appelé Charity Navigator qui détermine l'efficacité avec laquelle elle recueille ses fonds.

Je crois que la note de la Kiwanis International Foundation se situe actuellement entre 3,8 et 3,9 sur 4.

M. Peter Goldring: Est-ce au niveau international...?

Dr John Button: Oui. Pour notre programme contre le tétanos maternel et néonatal, les coûts de l'UNICEF sont de 10 % ou moins. Nous insistons sur ce point et pour que le coût de notre campagne de financement visant à recueillir les 110 millions de dollars soit de 10 % ou moins.

M. Peter Goldring: Comment les autres organismes justifient-ils de dépasser 10 %? Est-ce justifiable? Je vois dans cet article qu'il y a des irrégularités à MADD Canada.

Mme Debra Kerby: Je me ferai un plaisir de répondre à cette question.

Je crois qu'il ne faut pas se fier uniquement à un pourcentage de 10 % ou se dire que 80 % est un bon pourcentage. Il me semble vraiment important de voir si l'organisme en question a vraiment un impact, car une proportion de 10 % peut donner une bonne impression alors que l'organisme en question n'a peut-être pas beaucoup d'impact ou peut avoir des problèmes de gouvernance.

Je siège au conseil consultatif d'Imagine Canada. Certains d'entre vous le connaissent peut-être. C'est un excellent organisme canadien qui a mis au point un formidable modèle d'excellence en gouvernance et en transparence financière. C'est presque une feuille de route. Sur les 86 000 organismes de bienfaisance du Canada, il y en a seulement 200 qui sont accrédités jusqu'ici dans le cadre du programme d'accréditation d'Imagine, mais ils sont très nombreux à vouloir se prévaloir de ce programme.

D'autre part, je pense que le secteur du développement international est particulièrement important. En effet, la Muttart Foundation a publié, il y a environ un an, un rapport sur la confiance des Canadiens dans les organismes caritatifs et pour les agences de développement international, le niveau de confiance des Canadiens est d'environ 50 %. Bien sûr, il y a de la concurrence pour le financement, mais il y en a aussi pour la notoriété.

Néanmoins, en ce qui concerne Canadian Feed The Children, je sais que non seulement l'accréditation d'Imagine nous aide à obtenir notre financement et à établir nos programmes, mais que cela a aussi été une étape importante pour notre conseil d'administration. Il ne faut pas oublier le rôle que le conseil d'administration joue pour assurer l'excellence de la gouvernance des organismes caritatifs. De plus, je crois que cela nous a aidés à aller dans la bonne voie, si bien qu'en deux ans, nous avons doublé les dons que nous recevons de nos principaux bailleurs de fonds. Je crois que c'est en raison de l'excellence de la qualité et de la façon dont nous gérons notre organisation. Nous avons 10 % d'administration et environ 65 % de programmes. Néanmoins, nous cherchons à augmenter notre impact et non pas les pourcentages.

Le président: C'est tout le temps dont nous disposons, mais monsieur Styles, voulez-vous ajouter une brève observation?

M. Bryn Styles: Oui, monsieur le président, et je vais être assez bref.

Comme Kiwanis, nous sommes également notés par Charity Navigator aux États-Unis et nous obtenons la note la plus haute. Il n'y a pas beaucoup d'organismes qui l'obtiennent et nous sommes très satisfaits. Nous avons la Fondation Rotary, qui est établie aux États-Unis, mais aussi la Fondation Rotary du Canada, qui a du personnel au Canada régi par un conseil d'administration.

Il y a environ quatre ans, nous avons chargé Grant Thornton de faire une vérification de notre organisation pour être certains de respecter les lignes directrices de l'Agence du revenu du Canada. Nous les respectons, mais bien entendu, on a découvert certains problèmes auxquels nous devons remédier. Nous l'avons fait et nous sommes maintenant également très bien cotés par l'Agence du revenu du Canada.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons donner la parole à M. Schellenberger qui commencera le troisième tour. Cinq minutes, s'il vous plaît.

M. Gary Schellenberger (Perth—Wellington, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie infiniment nos témoins qui sont présents ici ce matin.

Je suis un Shriner et je sais que nous ne sommes pas aussi présents dans le monde que vous l'êtes, même si nous avons une dimension internationale.

Je sais qu'il faut avoir un champ d'action et dans notre cas, ce sont les enfants infirmes et brûlés. Nous avons fixé l'âge limite à 18 ans, mais si un bénéficiaire a encore besoin de nos soins, s'il a été blessé ou soigné avant l'âge de 18 ans, lorsqu'il atteint cet âge, il n'est pas exclu du programme et continue à en bénéficier. Par conséquent, c'est une chose que je comprends parfaitement.

Ce que je constate d'après ce que chacun d'entre vous a déclaré ce matin, c'est que vous vous spécialisez dans certains champs d'action et qu'au lieu d'éparpiller vos ressources pour essayer de résoudre tous les problèmes, vous centrez vos efforts dans ces champs d'action.

En tant que gouvernement, nous avons également appris cela dans une certaine mesure, en ce sens que nous avons des pays cibles. Au lieu d'essayer de tout régler dans le monde entier, nous tâchons de nous concentrer sur une dizaine de pays pour certains programmes de ce genre. Par conséquent, je vous en félicite. C'est se rendre compte que si vous regroupez davantage vos ressources, vous pouvez réussir à éradiquer la poliomyélite ou le tétanos. Je le comprends.

Quelles leçons peut-on tirer des efforts que le Rotary déploie pour éradiquer le virus de la poliomyélite? Comment pouvons-nous transmettre ce savoir pour éradiquer d'autres maladies évitables ou réduire leur incidence?

• (1205)

M. Wilfrid Wilkinson: Monsieur le président, je pourrais peut-être dire que le Rotary se compose de plus de 34 000 clubs Rotary. Ils sont tous indépendants. Ils ont tous leurs propres activités; ils travaillent tous dans la collectivité. De plus, ils sont incités à donner de l'argent à la Fondation Rotary pour financer des projets plus importants et meilleurs dans le monde. Ils ont donc une grande variété de champs d'action.

La Fondation Rotary, que nous représentons ici, a conclu qu'elle pouvait utiliser le nouveau vaccin qui avait été mis au point pour vacciner les enfants contre la poliomyélite. Les rotariens locaux des Philippines ont lancé une campagne de vaccination des enfants. C'était au début des années 1980. Cette campagne a eu tellement de succès que l'Organisation mondiale de la santé est venue dire au Rotary: « Si vous pouvez recueillir 150 millions de dollars, nous pourrions mener cette campagne dans le monde entier. Nous pourrions le faire en cinq ans ». C'était il y a plus de 30 ans. C'est ainsi que le programme a été lancé. Il y avait à l'époque 125 pays dans lesquels la poliomyélite était endémique. Maintenant, il n'y en a plus que trois ou même deux. Cela a exigé beaucoup plus de temps et beaucoup d'argent que nous ne le pensions. Nous avons maintenant investi 1,3 milliard de dollars dans cette initiative et nous allons la mener jusqu'au bout. Voilà comment cela fonctionne.

Le Rotary opère à tous les niveaux de la collectivité. Les membres fournissent l'argent pour la poliomyélite, par l'entremise de la Fondation Rotary, en plus de leur service communautaire ou de leur service éducatif ou les autres services qu'ils fournissent dans la communauté.

M. Gary Schellenberger: Avez-vous quelque chose à ajouter?

Dr John Button: Nous avons appris que ce que vous accomplissez peut être beaucoup plus important, en réalité, que vous ne le croyez. L'autre résultat vraiment tangible du programme de vaccination contre le tétanos est la mise au point de vaccins thermostables.

Le président: Merci beaucoup.

Je tiens à prévenir le comité que la sonnerie va retentir. Les votes auront lieu à 12 h 35. Deux autres personnes doivent encore poser des questions, ce qui nous prendra 15 minutes de plus. Devrions-nous commencer? Êtes-vous d'accord?

Je vais demander aux membres du comité de revenir après les votes. Nous devons donner des instructions pour la rédaction du rapport. Voyons si nous pouvons revenir, même si c'est pour 10 minutes, afin de donner quelques instructions. Voyons combien de temps il nous restera.

L'hon. Mauril Bélanger: J'ai un engagement après 13 heures.

Le président: Vous êtes censé rester ici jusqu'à 13 heures.

L'hon. Mauril Bélanger: Oui, mais si...

• (1210)

Le président: Je suggère de le faire dans cette période de temps... Voilà la question que je me pose. Nous serons sans doute de retour à 12 h 50. Cela nous laissera-t-il suffisamment de temps?

M. Bernard Trotter: Nous sommes toujours en retard.

Le président: Terminons les questions et nous nous occuperons des instructions pour la rédaction du rapport jeudi. Nous essayerons de les examiner à ce moment-là. Très bien, merci.

Allez-y, madame Laverdière, vous disposez de cinq minutes.

[Français]

Mme Hélène Laverdière: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Button, vous avez raconté l'histoire de cette jeune fille de 15 ans qui fréquentait l'école et qui jouissait d'un soutien social ainsi que d'un environnement lui permettant de côtoyer d'autres jeunes filles de son âge. Le but était essentiellement de l'aider à résister à un mariage forcé. On voit encore là l'importance du rôle de l'éducation et, en l'occurrence, de l'éducation des filles.

Pensez-vous que, là où c'est possible, il serait souhaitable que des cours d'éducation sexuelle soient dispensés pour éviter certains de ces mariages précoces ou tout au moins pour aider les femmes à espacer leurs grossesses?

Comme vous l'avez vous-même souligné, un taux de natalité moins élevé permet aux mères et aux enfants d'être plus en santé et rend les femmes plus aptes à participer à la vie sociale et économique de leur communauté.

Je sais que ce type d'approche n'est pas toujours possible, mais croyez-vous que là où c'est applicable, cela peut avoir des effets bénéfiques?

[Traduction]

Dr John Button: Il ne fait aucun doute, je pense, que les cours d'éducation sexuelle pourraient avoir un effet positif. Auront-ils un effet positif en éliminant le mariage des enfants? Non, je ne le crois pas. Je pense que l'éducation et l'habilitation des jeunes filles auront un effet positif. Pour ce qui est des taux de natalité et de fécondité, nous savons que plus une fille est instruite, plus son taux de fécondité est bas. La planification familiale est également un domaine dans lequel nous pouvons l'éduquer. Néanmoins si nous voulons le faire, nous devons nous assurer que les moyens de planification familiale sont également disponibles.

[Français]

Mme Hélène Laverdière: Merci beaucoup.

[Traduction]

Madame Kerby ou les autres témoins, voulez-vous également ajouter quelque chose? Ou monsieur Wilkinson?

Mme Debra Kerby: J'ajouterais seulement que je suis d'accord avec ce qu'a dit mon collègue.

Il s'agit, je pense, d'habiliter les jeunes filles et de leur permettre de prendre en main leur propre vie dans une communauté prête à l'accepter.

M. Wilfrid Wilkinson: J'ajouterais seulement que nous tentons énergiquement, dans le cadre de nos programmes universitaires, de nos bourses pour la paix et le développement de faire en sorte que les femmes occupent des postes clés au gouvernement et sur la scène internationale pour accomplir ce travail. J'en ai cité quelques exemples dans mon exposé.

Mme Hélène Laverdière: Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup.

Avez-vous une brève question, David?

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le président, si vous voulez utiliser mon temps pour discuter de vos travaux futurs, je n'y vois pas d'inconvénient.

Le président: Très bien. C'est ce que nous allons faire, dans ce cas.

Nous tenons à vous remercier tous de votre présence ici. Encore une fois, tous les organismes qui sont ici font un travail exceptionnel — le Rotary, Kiwanis et Feed The Children. Je sais que M. Bélanger l'a mentionné. Merci. Continuez votre excellent travail.

Nous allons poursuivre nos travaux si les témoins veulent bien quitter la table.

La question que je désire poser aux membres du comité concerne les instructions concernant l'ébauche de rapport. Vous les avez vues. Si vous les approuvez, c'est tout ce que nous avons besoin de faire. Il s'agit de donner le feu vert pour la rédaction du rapport.

Y a-t-il consensus?

Des voix: Oui.

Le président: Très bien. Par conséquent, nous n'avons pas besoin de revenir. Nous avons réglé la question.

Avons-nous d'autres travaux?

Merci.

Sur ce, la séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>